LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°201 Zkia - Juin/Juillet 2015ko Ekaina/Uztaila

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €



Gorka Urtaran,
maire de Gasteiz-Vitoria



Juan Mari Aburto,
maire de Bilbo

EAJ-PNB : La force motrice
Indar altxagarria



Eneko Goia,
maire de Donostia-San Sebastian

Ligne Garazi Baiona
p. 2

Collège unique
p. 14-15

Le RMI basque
p. 16-17

Bataillon Gernika
p. 19-20

www.eaj-pnb.eus

eaj pnb

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

Rénovation de la ligne Garazi-Baiona

Les travaux de régénération de la ligne ferroviaire Garazi - Kanbo vont bon train. Le calendrier est maintenu et la prévision pour la réouverture de la ligne est fixée au 17 octobre prochain.

Un tel chantier en Iparralde est rare, pour Baxe Nafarroa. Il s'agit d'une première depuis la construction de cette voie ferrée. Plus de 300 ouvriers s'activent jours et nuits pour mener à bien ce chantier gigantesque. Toutes les parois rocheuses sont purgées, et recouvertes d'un grillage qui empêchera la chute de pierres sur la voie ferrée.

Des techniques modernes de rénovation

Par endroit, un système d'alerte sera activé dès qu'un rocher ou une pierre touchera le grillage. Les gares encadrantes seront ainsi avisées par télésurveillance, et prendront les mesures de sécurité adéquates. Plusieurs ponts ont été remplacés, un **boviduc** installé entre Ossès et Garazi, ainsi qu'un passage à niveau automatique sur la même portion du parcours. Bien sûr, les rails, le **ballast** ont été renouvelés et les anciennes **traverses** en bois remplacées par des traverses béton.

Le ralentissement de Villefranque dû à un affaissement de terrain sera traité. Les gares de Kanbo et Garazi sont mises aux normes handicapées.
Dès fin octobre, nous retrouverons une ligne opérationnelle dont le coût de la rénovation aura été de 18 M€ pour la partie Baiona-Bayonne-Kanbo-Cambo, réalisée en 2010, et de 43 M€ pour la partie Kanbo-Cambo-Garazi-St Jean Pied de Port. Soit: 61 M€.



Bientôt, le train circulera plus rapidement et plus régulièrement entre St JeanPied de Port et Bayonne

300 personnes mobilisées

Dans cette opération, il faut souligner l'engagement exceptionnel du Conseil régional d'Aquitaine, principal financeur de l'opération qui a fait l'avance de la part de l'Etat (16M€) sur la partie Kanbo-Cambo-Garazi-St Jean Pied de Port. A charge pour lui de récupérer ce montant (**Portiques autoroutes**). **RFF** (Aujourd'hui SNCF RESEAU), le Conseil général sur Bayonne-Cambo, et l'Etat bien sûr sont les autres financeurs de l'opération. Je disais que 300 personnes environ participent à ces travaux, autant dire que l'économie locale les accueille à bras ouverts. Dès ce printemps, les gîtes, restaurants, hôtels ont vu arriver une clientèle inhabituelle à cette période de l'année, ici. Ce fut un bol d'oxygène apprécié de tous.

Un projet d'exploitation à travailler

Et maintenant, il faudra faire circuler des trains, apporter à l'intérieur du Pays Basque, un service à la population digne de ce nom. Un cadencement qui tienne compte de nos besoins. Une offre commerciale alléchante et agressive. Enfin une intermodalité mettant en synergie plusieurs modes de transports (train, bus, velib, etc) et un service pour le premier et le dernier kilomètre. Celui qui nous amène à la gare le matin et nous ramène chez soi, le soir. (La voiture partagée, etc). Nous sommes quelques élus à avoir rencontré les responsables du Conseil Régional d'Aquitaine pour leur faire part de nos attentes et leur présenter notre projet pour l'exploitation future de la ligne Garazi- Bayonne.

Pampi Etchegaray

Mots techniques : lexique

boviduc : passage aménagé pour le passage des bovins
ballast : composant utilisé pour réduire le courant dans un circuit électrique
traverse : pièce posée en travers de la voie, sous les rails, pour en maintenir l'écartement et l'inclinaison
Portiques autoroutes : système de détection des camions, afin de connaître le kilométrage réalisé et facturer le péage directement à leur entreprise
RFF : Réseau Ferré de France : avant la dernière réforme, RFF était chargé de la gestion du réseau ferroviaire national

Changement de panorama – El « cambio »

Le 24 Mai dernier, ont eu lieu les élections municipales et forales de la Communauté Autonome Basque et de la Communauté Forale de Navarre.

EAJ-PNB a été incontestablement le grand gagnant en remportant les élections sur les 3 territoires de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa ainsi que les 2 capitales Bilbo et Donosti. Le PP se maintient à Gasteiz. A Bilbao, EAJ-PNB obtient 13 sièges, EH Bildu 4 sièges, PSE-EE, 4 sièges, PP 4 sièges , Udalberri 2 sièges.

A Donostia, EAJ-PNB obtient 9 sièges, le PSE-EE se maintient avec 7 sièges, EH Bildu (Sortu – Aralar – EA – Alternatiba) perd son leadership en se retrouvant en 3eme position avec 6 sièges seulement. En effet, malgré les excellents résultats obtenus, il y a quatre ans, ils n'ont pas su maintenir leur popularité. Le PP s'effondre également en n'obtenant que 3 sièges. (il perd 83 élus dans les trois territoires) et Irabazi, (plateforme soutenu par plusieurs partis de gauche, hors Podemos), obtient 2 sièges.

A Gasteiz, le PP se maintient avec 9 sièges, EH Bildu, 6 sièges, EAJ-PNB, 5 sièges, PSE-EE, 4 sièges et Sumando, 7 sièges. A Irunea en Navarre, UPN obtient 10 sièges, Geroa Bai 5 sièges, EHBildu 5 sièges, PSN 3 sièges, la formation Aranzadi, soutenue par Podemos 3 sièges, I-E (Izquierda Ezkerra) 1 seul siège et le PP aucun siège.

Constitution des équipes municipales

Juan Mari Aburto devient le nouveau maire de Bilbo et est élu à la majorité absolue avec le soutien du PSE-EE. Il n'aura a priori pas de difficultés pour gouverner car un accord a été signé avec les socialistes pour donner la stabilité nécessaire à la Mairie de Bilbo. En Biscaye, EAJ-PNB récupère des mairies importantes comme Barakaldo (ancien fief socialiste), Gernika, Lekeitio…

EAJ-PNB récupère la municipalité de Donostia après 28 ans. Eneko Goia, le nouveau maire obtient 13.000 voix de plus qu'en 2011. En Gipuzkoa, EAJ-PNB récupère 18 municipalités dont Arrasate, Bergara, Tolosa, Ordizia, Zarautz, Azkoitia, Beasain … La ville de Bergara est très symbolique, car elle est le fief de Martin Garitano (EH Bildu), ex-député Général de Gipuzkoa. EH Bildu quant à lui, perd dix-sept municipalités.
A Andoain, les sondages annonçaient les socialistes comme grands favoris pour remporter la mairie, mais le vote blanc d'un indépendant d'EAJ-PNB fait basculer les résultats et donne la mairie à EH Bildu.

Gorka Urtaran est élu nouveau maire de Gasteiz avec les voix d'EH Bildu, EAJ-PNB, Sumando (soutenu par Podemos) et Irabazi (coalition de Izquierda Republicana, Equo, Ezker Anitza). Il doit faire face à une période compliquée et devra conclure des pactes.

Changement en Navarre

En Navarre, malgré le discours peu rassurant de UPN, les négociations entre Geroa Bai, EH Bildu, Aranzadi et I-E (Izquierda-Ezkerra) se sont déroulés normalement. A signaler que Joseba Asiron (indépendant de EH Bildu) a été élu maire de Irunea avec le soutien de ces quatre forces. Avec la consolidation de Geroa Bai comme seconde force en Navarre, nous assistons à un changement historique du modèle politique qui a contrôlé les institutions ces 30 dernières années.

Ainsi, nous pouvons en conclure que le panorama politique reste assez sectionné et EAJ-PNB devra trouver des solutions. EAJ-PNB a fait le pari de signer des accords, mais des accords cohérents au niveau national. L'objectif de la négociation est d'obtenir des institutions stables avec des gouvernements solides et forts.
Les citoyens basques donnent à EAJ-PNB, la responsabilité de gérer les institutions locales.

Txaro Goikolea,
Présidente de l'IBB
IBBko Presidentea

(Le numéro d'été a été avancé, en raison de l'actualité et en particulier du fait de l'élection des maires en Pays Basque Sud, le 13 juin dernier.)



Bizkaiko Gernika arbolaren pean, Unai Rementeria, Ahaldun Nagusi jeltzale berriaren karguaren hartze egunean Jose Luis Bilbao-ren ordez (erdian), hainbat Bizkaiko karguadunekin
Passage de témoin entre Jose Luis Bilbao et Unai Rementeria (au centre), le nouveau Deputado General jeltzale ou « président » de Biscaye, avec bon nombre de responsables biscayens.

Manuel Lezertua, le médiateur basque

Le nouvel Ararteko ou Défenseur du peuple qui sera l'interface entre la population et les pouvoirs publics basques, n'est autre que Manu Lezertua. Eminent juriste, au long parcours d'expert en matière des droits de l'homme au niveau européen.

Le nouvel Ararteko a été désigné (par vote) au sein du Parlement basque de Vitoria-Gasteiz, sur proposition d'EAJ-PNB, avec l'aval des partis socialiste et populaire d'Euskadi, face à l'opposition du candidat de la gauche abertzale (Bildu), l'avocat Luix Barinagarrementeria. Voilà donc un juriste de Bilbao (58 ans), expert en matière des droits de l'homme, à la tête de l'organisme chargé de la défense du Peuple basque, soit des droits et libertés individuelles devant les administrations trop souvent insuffisamment à l'écoute. Un rôle ingrat, resté longtemps peu connu du grand public qui outre l'écoute, requiert aussi impartialité, travail de fond et rigueur. Manuel Lezertua succède ainsi à Iñigo Lamarca dont l'action à la tête de l'institution (créée en 1989) a duré 10 bonnes années, soit deux mandats consécutifs, de 2004 à fin 2014. Ce dernier a largement contribué à asseoir la crédibilité et l'autorité des services qu'il dirigeait (une cinquantaine de personnes).

Du mariage homosexuel aux aides sociales

Iñigo Lamarca a donc été l'interface entre les administrations basques, le gouvernement de Lakua et les administrés, dans les domaines les plus divers. On se souvient par exemple de sa défense des défilés militaires mixtes (Alardes), organisés lors des fêtes patronales d'Irun et Hondarribia, contre l'avis des deux municipalités n'ayant longtemps toléré que les défilés traditionnels exclusivement masculins. Iñigo Lamarca - Il fut d'ailleurs l'un des premiers à se marier avec son compagnon à la mairie de Saint-Sébastien - s'est aussi beaucoup impliqué auprès des gays et lesbiennes, en faveur du mariage homosexuel légalisé le 5 juillet 2005 en Espagne. Depuis 2008, la crise n'a fait



Manuel Lezertua, ararteko berria - Manuel Lezertua, le nouveau médiateur

qu'ajouter aux charges des services de l'Ararteko, dans la mesure où elle a accru la vulnérabilité des personnes. Les plaintes (plus de 6 000 en 2014) se sont multipliées dans le domaine des aides sociales, de la protection de l'enfance, de celle des femmes contre les violences sexistes, de la défense des droits des immigrants...

Le « défi de la diversité »

Le 10 décembre 2014 (à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme), l'Ararteko sortant avait demandé aux pouvoirs publics et à la société de « s'investir » dans les valeurs de solidarité et de respect mutuel, de combattre la xénophobie, le sexisme, les droits de l'homme, l'intolérance, le fanatisme, la justification de la violence... Tâche passionnante. Lourd programme que le nouveau médiateur a déjà trouvé sur ses tablettes. Lors de sa désignation, Manu Lezertua a déclaré qu'il aurait à cœur de s'attaquer au « défi de la diversité ». L'homme a derrière lui un long parcours, d'abord à titre d'avocat du gouvernement basque (dans les années 80) puis au niveau européen, pendant une trentaine d'années comme intervenant au sein du Tribunal européen des droits de l'Homme et dans les services dédiés à la lutte contre la criminalité au Conseil Européen. Jugé indépendant d'esprit, il s'est forgé une réputation solide et taillé le profil consensuel qui lui a permis de gagner la confiance des principaux partis d'Euskadi (excepté la gauche abertzale) qui doivent être les garants de son impartialité.

Nominations. Aintzane Ezenarro ex-Parlementaire basque et Enrique Ullibarriarana ont été nommés au Secrétariat « Paix et Vivre ensemble » du Gouvernement de Lakua, dirigé par Jonan Fernandez. Ils s'occuperont des victimes.
Confebask. Selon le président de l'organisation patronale basque, Euskadi devrait créer 22 000 emplois en 2015, le PIB devrait croître de 2,7%. Ceci entre autres, grâce à la bonne marche de l'industrie et à l'augmentation de la consommation des particuliers.
Education. Le coût d'un étudiant (dans le public) au Pays Basque est d'environ 9 200 euros, deux fois plus que dans les communautés de Madrid et d'Andalousie. Euskadi arrive en tête en Espagne, malgré une baisse d'environ 1500 euros entre 2010 et 2012.
Tourisme. Le gouvernement veut attirer davantage de touristes à haut pouvoir d'achat. Il a créé un nouvel outil sur le net, Basque Country Magazine, en cinq langues. Publics particulièrement visés, Français et Allemands. Site : www.euskaditurismo.eus
Visite-émotion. Pepe Mugica, l'ex-président uruguayen (80 ans), est revenu pour la deuxième fois au pays natal de son arrière-grand-père, originaire de Muxica en Biscaye. Il y a rencontré le lehendakari Urkullu. Emu, le politique atypique (il n'a jamais voulu s'installer dans le palais présidentiel) a avoué qu'il faisait là sans doute son dernier voyage en Euskadi.
Belgique. Le lehendakari a fait sa première visite officielle en Flandres, avec l'intention de développer les relations entre Euskadi et cette région référente dans le domaine de l'innovation notamment.

Union Avenir Bayonnais / Biarritz Olympique
Une ambition pour l'ovalie et pour le Pays Basque

On peut contester la manière (les valses hésitations des partisans de la fusion), mais il est incontestable que la création d'un club unique du Pays basque rime avec avenir. Parce qu'à côté des «petits» clubs amateurs du Pays basque, il y a la place pour UN grand club qui représente les ambitions de toute une région et qui réunisse ses meilleurs joueurs.

Avant de continuer, évacuons tout de suite la sphère politique : quand on voit Henri Etcheto (PS) ou Philippe Neys (Les républicains) s'époumoner pour garder la marque Aviron Bayonnais, on se demande où est la part d'attachement sincère au club de leur enfance et celle du calcul politicien. Et lorsqu'on voit le maire de Bayonne, Jean René Etchegaray, leur emboiter le pas, on se dit que décidément, le court terme en politique a encore de beaux jours devant lui. Michel Veunac le maire de Biarritz, a lui relevé la mélée, en prenant le sens de l'histoire.

Du côté de certains des supporters de toujours, on s'époumone aussi en clamant que la voix des supporters n'a pas été entendue. Que les «gros» et les «grands», comprenez les actionnaires, ont (ou vont) décider à la place du «petit peuple» des supporters. Même s'il ne faut pas enlever leur mérite aux supporters de toujours (ceux qui sont là aussi dans les mauvais moments) qu'en pensent les autres, la majorité, c'est à dire les supporters occasionnels. Ceux qui viennent de temps en temps sur les travées de Jean Dauger ou d'Aguilera et qui participent aussi à la vie des clubs par les recettes qu'ils engendrent ?

63% pour la fusion

Un sondage réalisé par le quotidien Sud Ouest en donne un avant goût : 63% des Bayonnais et Biarrots sont POUR la fusion. Et si on avait étendu ce sondage au reste du Pays Basque, il est probable que ce chiffre aurait été plus élévé.
Pourquoi sont-ils pour ? Parce qu'ils ont envie de voir du rugby de haut niveau. Du rugby capable de rivaliser avec les meilleures équipes européennes et une équipe dans laquelle ils puissent s'identifier. Pour cela, il faut de bons joueurs, un public et des finances solides.

Passons rapidement sur les déboires financiers des deux clubs actuels (ils sont dans le rouge vif) et intéressons-nous à l'avenir. En restant séparés, les deux clubs auraient peut-être de quoi subsister en pro D2. Mais si l'ambition est de remonter dans le TOP 14, le montage financier doit être plus solide. Manu Mérin (Aviron Bayonnais) et Serge Blanco (Biarritz Olympique), initiateurs de la fusion, parlent d'un budget de 15 millions si un club unique était créé. Soit le deuxième plus important de pro D2.

De nouveaux sponsors d'Hegoalde ?



Que deviendront les équipes du Pays Basque intérieur, comme l'US Nafarroa, dans le cadre d'un club de rugby du Pays Basque ?

Derrière ce nouveau club à l'identité Pays Basque bien marquée, pourrait se retrouver tout le Pays basque nord mais aussi certains amoureux du rugby du Pays basque sud. Et qui sait, le nouveau club trouverait de nouveaux sponsors prêts à investir de ce côté-ci de la Bidasoa. Et cet investissement aurait un retentissement de l'autre côté de la Bidasoa au point que l'on pourrait rêver d'un développement du ballon ovale au-delà des seuls clubs de Getxo et de Gernika.

Autre argument : à l'heure où le Pays Basque construit une institution qui va réunir ses près de 300.000 habitants, n'est-il pas urgent de lui donner UN club à cette échelle ? Une région de 300.000 habitants sera plus forte pour exister face aux autres territoires et la même logique de « l'union fait la force », vaut aussi pour le rugby.

Et si l'union se faisait, pourquoi ne pas jeter un oeil chez nos amis du Pays basque sud ? Là-bas existe un grand club de foot (l'Athletic Club de Bilbao) qui a toujours joué dans l'élite en conservant une valeur centrale : tous ses joueurs sont nés au Pays basque, sont de souche basque ou ont été détectés dans des clubs du Pays Basque. C'est le cas d'Aymeric Laporte, repéré à l'Aviron Bayonnais. Plus qu'un idéal « nationaliste » c'est un moyen de réunir autour d'un projet commun des joueurs motivés aussi par l'amour du maillot et issu des rangs même des supporters. Mais cela permet également de laisser une chance aux meilleurs joueurs locaux sans être sous la « menace » de joueurs étrangers achetés à prix d'or.

Basque Union Club ?

Son nom, qui sonne toujours très bien plus de 100 ans après sa création, pourrait inspirer de ce côté-ci de la Bidasoa: et pourquoi pas Basque Union Club (BUC), à l'intitulé très british mais qui a le mérite de se comprendre dans beaucoup de langues ?

Reste que la voix prépondérante des adhérents des deux clubs a parlé. Avant que ceux de l'Aviron Bayonnais, réputés opposés au projet, aient parlé, ceux du Biarritz Olympique l'ont enterré. Si la majorité des voix était favorable à l'union (56%), il en aurait fallu les 2/3 pour que le projet voit le jour.

Le train de l'union restera donc à quai cette saison et les deux clubs séparés continueront à vivoter en pro D2, voire en Fédérale. Ils continueront d'exister oui, mais pour une petite minorité du public qui se sera fait plaisir en refusant l'union et les ambitions qui allaient avec. Encore une fois, il n'est pas question de mettre en doute la sincérité de ces supporters, mais de leur dire de réfléchir à l'avenir du rugby en Pays basque et du Pays basque lui-même.

Sinon, bientôt, les supporters basques passionnés de ballon ovale migreront vers Pau, qui sera le seul club de proximité à continuer à évoluer dans l'élite du rugby...

Batxugaitz
article écrit le 23/06/15

EAJ-PNB, la force motrice

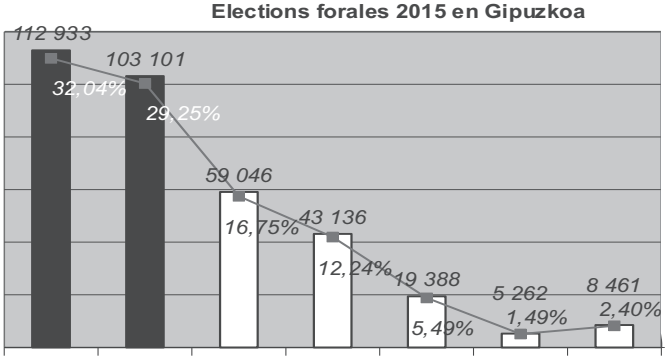
Succès historique pour EAJ-PNB. Dans le cadre d'un accord avec les socialistes, EAJ-PNB dirigera les 3 grandes capitales d'Euskadi : Donostia-St Sébastien, en Gipuzkoa, Gasteiz-Vitoria, en Araba et évidemment, Bilbo, en Biscaye. Les diputacions de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa ont respectivement pour Diputado General Jeltzale (président) : Ramiro Gonzalez, Unai Rementeria et Markel Olano. En Navarre, le changement attendu s'est produit, puisque UPN, le parti navarrais anti-basque, au pouvoir, depuis 20 ans a été battu. Podemos capitalise la contestation sociale, en Euskadi et en Navarre. Finalement, cette coalition gauchiste et basquiste contestataire de « la caste » des partis de Gouvernement a peu mordu sur l'électorat abertzale, en particulier, en Navarre. Jordi Vera, Président de CDC, en Catalogne nord, analyse la situation politique catalane au lendemain de ces élections.

EAJ-PNB, en leader dans les diputacions

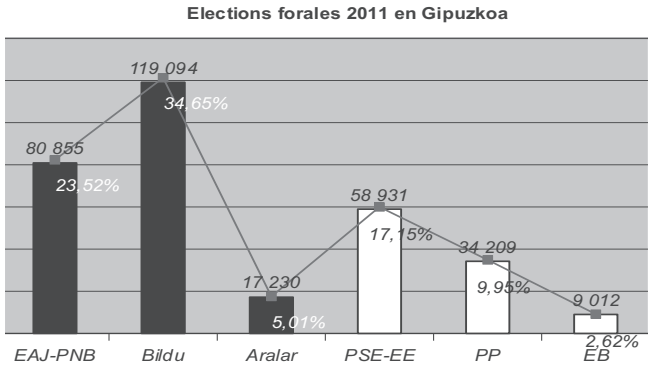
Retour vers la réalité, en Gipuzkoa

La Gauche Abertzale perd son fief du Gipuzkoa. Déjouant les sondages, EAJ-PNB s'est finalement imposé en Gipuzkoa. La Gauche Abertzale avait bénéficié d'un effet d'aubaine, voilà 4 ans, suite à la légalisation de la coalition Bildu. Des méthodes brutales, des erreurs de gestion, une chasse aux sorcières contre EAJ-PNB, en particulier dans le dossier « Bidegi » ont écœuré bon nombre de Gipuzkoans. A cela, il faut ajouter le projet novateur et le souvenir de la bonne gestion de l'équipe de Markel Olano, à nouveau élu diputado du Gipuzkoa. Rappelons en particulier, le travail réalisé par l'équipe d'Eneko Goia, à l'époque chargé des infrastructures. Quiconque prend l'autoroute régulièrement aura remarqué la qualité du contournement de Donostia-St Sébastien.

Elections forales en Gipuzkoa - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 347 786 voix : 62.68% (dont 11 665 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 352 444 voix : 63.38% (dont 8 460 voix, nuls ou blancs)



TOTALPartis Abertzale : 216 034 votes (61,29%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 135 293 votes (38,37%)

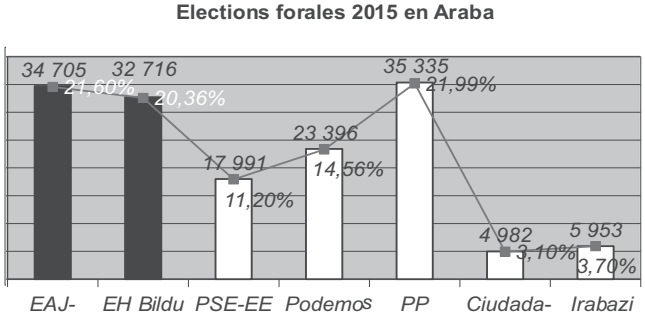


TOTAL Partis Abertzale : 217 145 votes (63,18%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 102 152 votes (29,72%)

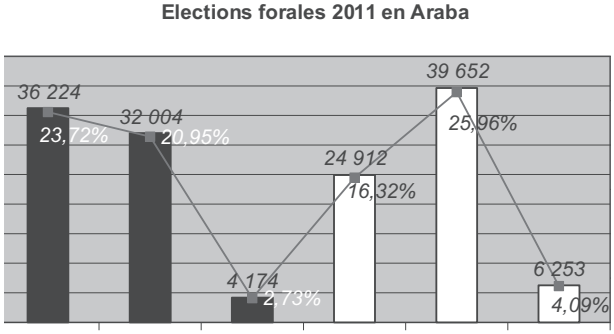
Parti rassembleur en Araba

Second Parti en nombre de voix, EAJ-PNB est le premier parti en nombre de députés foraux. Cela s'explique par l'effet de la circonscription de Gasteiz-Vitoria, la plus peuplée de Araba, dans laquelle, le PP l'a emporté et a obtenu 11 de ces 12 députés foraux. EAJ-PNB l'emporte dans les 2 autres circonscriptions devant EH Bildu.

Elections forales en Araba - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 156 390 voix : 63.63% (dont 7 835 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 163 310 voix : 65.65% (dont 5 274 voix, nuls ou blancs)



TOTAL Partis Abertzale : 67 421 votes (41,96%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 87 657 votes (54,55%)



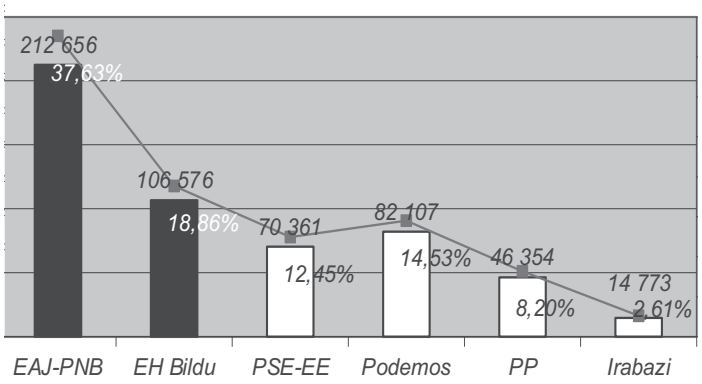
TOTAL Partis Abertzale : 72 402 votes (47,40%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 70 817 votes (46,36%)

Pas de surprise en Biscaye

Le leadership jeltzale se confirme en Biscaye, après 35 ans de pouvoir, dans le territoire historique le plus peuplé du Pays Basque. La réussite de la gestion d'EAJ-PNB, avec notamment le renouveau de Bilbao, cité en exemple sur le plan international, a endigué le phénomène de « l'usure du pouvoir », d'autant qu'Unai Rementeria, nouveau Diputado de Biscaye, âgé de 41 ans, représente l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération jeltzale.

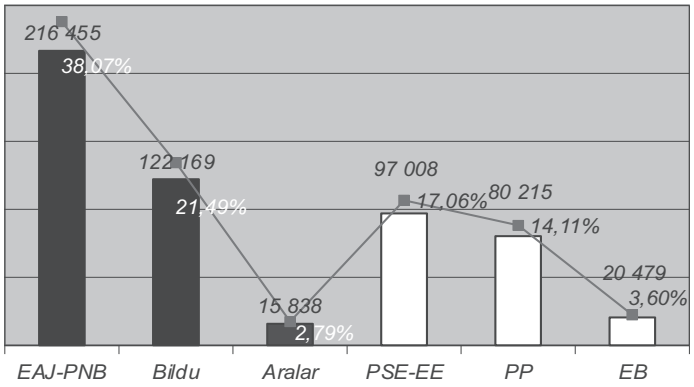
Elections forales en Bizkaia - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 589 827 voix : 64.02 % (dont 21 235 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 572 752 voix : 62.58 % (dont 16 566 voix, nuls ou blancs)

Elections forales 2015 en Bizkaia



TOTAL Partis Abertzale : 316 232 votes (56,49%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 213 595 votes (37,79%)

Elections forales 2011 en Bizkaia



TOTAL Partis Abertzale : 354 462 votes (62,35%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 197 612 votes (34,77%)

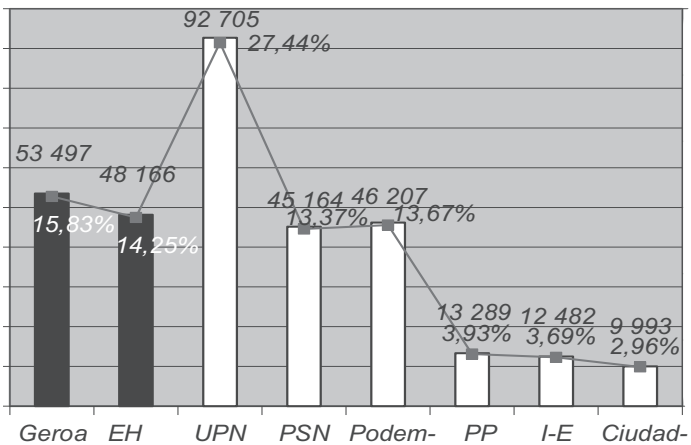
Geroa Bai gagne la lutte pour le leadership du changement, en Navarre

Miné par des scandales financiers, notamment celui de la caisse d'épargne de Navarre, « la Caja Navarra », UPN, (Union du Peuple Navarrais) perd le pouvoir. Avec un maximum de 24 députés possibles sur 50, UPN ne peut pas obtenir de majorité absolue, avec ses alliés traditionnels du PSN et du PP. Geroa Bai, coalition électorale dirigée par Uxue Barkos et dans laquelle se trouve EAJ-PNB arrive en tête des Partis, décidés à mener le changement, à savoir, EH Bildu, Podemos et Izquierda-Ezkerra.

Nafarroa Bai 2011 : coalition composée des partis Aralar, EAJ-PNB et des indépendants
Geroa Bai : coalition crée suite au départ du mouvement Aralar qui a intégré la coalition EH Bildu. Geroa Bai est composée d'EAJ-PNB, du mouvement Zabaltzen, composé d'indépendants et du groupe local d'Atarrabia-Villaba
CDN : Convergence des Démocrates de Navarre. Scission d'UPN, CDN a été impulsé par Juan Cruz Alli, ancien président foral de Navarre. Il représentait le secteur le plus navarrais et basquiste d'UPN. CDN n'exerce plus d'activités politiques
PSN : Parti Socialiste Navarrais, membre du PSOE
I-E : Izquierda Ezkerra, parti local de la coalition écolo-communiste d'IU (Izquierda Unida – Gauche Unie)

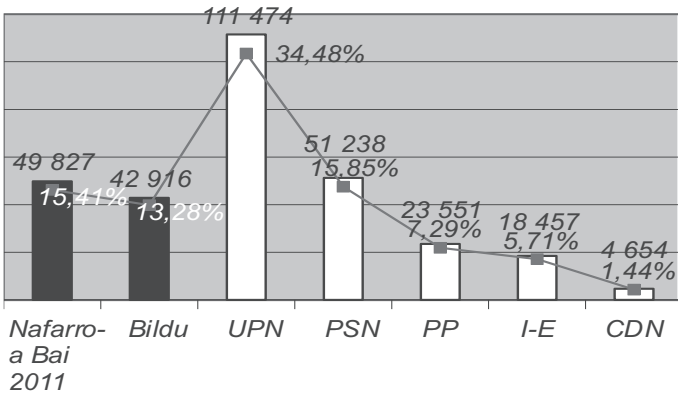
Elections Parlement foral de Navarre - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 347 786 voix : 62.68% (dont 11 665 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 352 444 voix : 63.38% (dont 8 460 voix, nuls ou blancs)

Elections Parlement foral 2015 de Navarre



TOTAL Partis Abertzale : 101 663 votes (30,08%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 219 840 votes (65,06%)

Elections Parlement foral 2011 de Navarre



TOTAL Partis Abertzale : 92 743 votes (28,69%)
TOTAL Partis Espagnoliste : 209 374 votes (64,77%)

EAJ-PNB, le parti municipaliste

EAJ-PNB, en tant que Parti réunissant près de 250 Organisations locales votant nos grandes décisions, est depuis sa création un Parti dit municipaliste. Les élections municipales revêtent donc pour nous une importance singulière. EAJ-PNB redevient le premier parti en Communauté autonome Basque et obtient des élus jeltzale et des maires, au sein de la coalition Geroa Bai, en Navarre.

Confirmation de l'hégémonie jeltzale en Biscaye

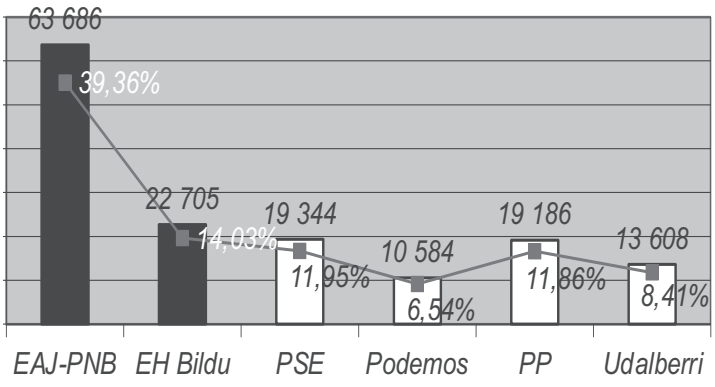
EAJ-PNB dirigera 65 mairies sur 112, dont la capitale Bilbo, avec Juan Mari Aburto. EAJ-PNB a obtenu la majorité absolue, dans 41 mairies biscayennes. Des plateformes citoyennes inspirées par EH Bildu et des partis gauchistes n'ont pas obtenu la percée escomptée. Mais leur étiquette faussement a-politique séduit incontestablement un électorat anti-Parti politique. EH Bildu est la seconde force municipale, en Biscaye.

	Voix	*%*	*Conseillers municipaux*
EAJ-PNB	209 991	36.99	548
EH Bildu	112 911	19.89	392
PSE-EE	72 461	12.76	78
PP	44 852	7.90	26

Pour EAJ-PNB, le principal motif de satisfaction réside dans la prise de Barakaldo, la 2e ville de Biscaye. L'Alderdi confirme son implantation, dans cette zone ouvrière de la Margen Izquierda, lieu de naissance et fief du socialisme espagnol. Après Santurtzi et Sestao, c'est au tour de Barakaldo d'être dirigé par Amaia Del Campo, la nouvelle maire jeltzale.

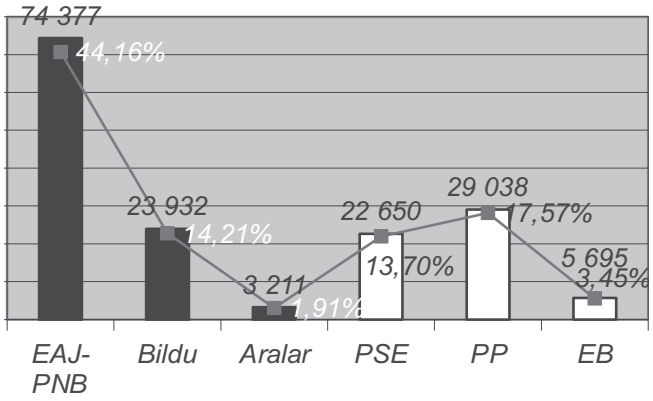
Elections municipales à Bilbo-Bilbao - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 169 971 voix : 61.14 % (dont 4 686 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 163 362 voix : 59.36 % (dont 4 141 voix, nuls ou blancs)

Elections municipales 2015 à Bilbo-Bilbao



TOTAL Partis Abertzale : 86 391 votes (53,39%)
TOTAL Parties Espagnolistes : 62 722 votes (38,76%)

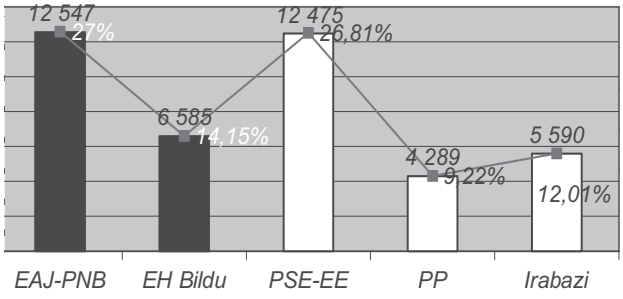
Elections municipales 2011 à Bilbo-Bilbao



TOTAL Partis Abertzale: 101 519 votes (60,28%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 57 383 votes (34,72%)

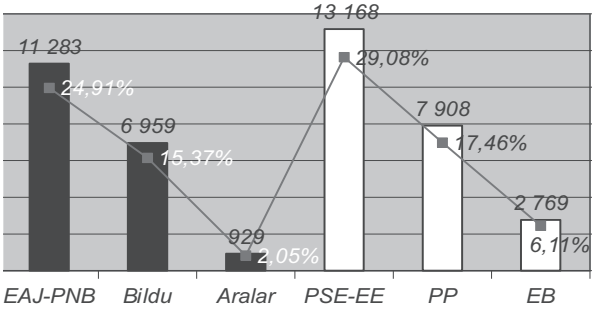
Elections municipales à Barakaldo - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 9 473 voix : 65.38 % (dont 230 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 9 762 voix : 65.83 % (dont 349 voix, nuls ou blancs)

Elections municipales 2015 à Barakaldo



TOTAL Partis Abertzale : 19 132 votes (41,11%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 22 354 votes (48,04%)

Elections municipales 2011 à Barakaldo



TOTAL Partis Abertzale : 19 171 votes (42,33%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 23 845 votes (52,65%)

Retour en force d'EAJ-PNB, en Gipuzkoa

Eneko Goia est désormais le nouveau maire jeltzale de Donostia-St Sébastien. Ramon Labaien, le dernier maire d'EAJ-PNB avait quitté ses fonctions, voilà 28 ans. EAJ-PNB retrouve des villes moyennes, comme Tolosa, Arrasate-Mondragon, Beasain, Azkoitia, … EAJ-PNB dirigera 27 mairies sur 88, en Gipuzkoa. EH Bildu demeure fort dans les communes plus modestes, dans lesquels, la coalition peut exercer une pression sociale plus forte sur les électeurs.
Les socialistes maintiennent leur fief d'Irun et d'Eibar. Ils dirigeront à nouveau Lasarte-Oria, avec un leader moins controversé. Ils gagnent même la mairie de Pasaia. Au niveau municipal, un accord PSE-EAJ-PNB permet de procurer une stabilité aux différentes équipes municipales.

	Voix	*%*	*Conseillers municipaux*
EAJ-PNB	110 901	30.98	280
EH Bildu	106 957	29.87	398
PSE-EE	68 015	19.00	100
Irabazi	17 734	4.95	18
PP	17 693	4.94	7

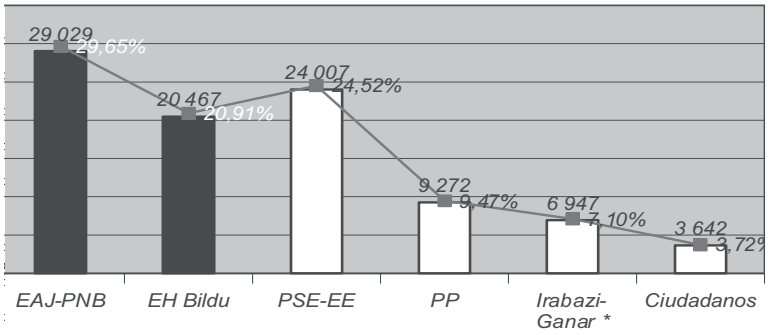
Polémique à Andoain

A Andoain, face à la pression de la Gauche Abertzale, arrivée en tête, un conseiller municipal jeltzale n'a pas suivi la consigne de vote du Parti. Il a permis de faire élire un maire de cette liste la plus votée. Conséquence : dans la matinée, à Gasteiz, les socialistes ont retiré leur soutien à Gorka Urtaran et ont décidé de voter blanc. Ce dernier a néanmoins reçu le soutien de Irabazi, la plateforme de Gauche. Il est bel et bien le nouveau maire de Gasteiz-Vitoria. Le conseiller municipal fautif d'Andoain a présenté sa démission. EAJ-PNB tranchera son cas ultérieurement. Comme l'a dit M. Ortuzar, président d'EAJ-PNB : *« l'accord avec les socialistes a été respecté à 98% »*.
Peut-on en dire autant des socialistes ?

Elections municipales à Donostia-Saint Sébastien
Résultats des principales forces politiques

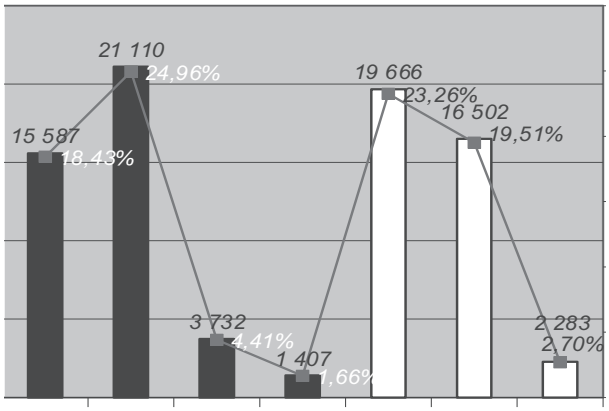
Participation, en 2011 : 87 862 voix : 59.55 %
(dont 3 275 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 98 675 voix : 66.65 %
(dont 2 321 voix, nuls ou blancs)

Elections municipales 2015 à Donostia-Saint Sébastien



TOTAL Partis Abertzale : 49 496 votes (50,56%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 43 868 votes (44,81%)

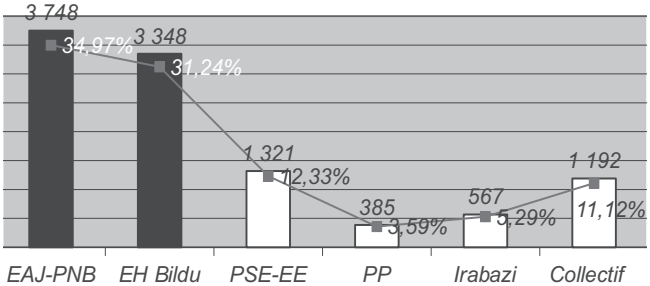
Elections municipales 2011 à Donostia-Saint Sébastien



TOTAL Partis Abertzale : 40 429 votes (47,80%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 38 451 votes (45,47%)

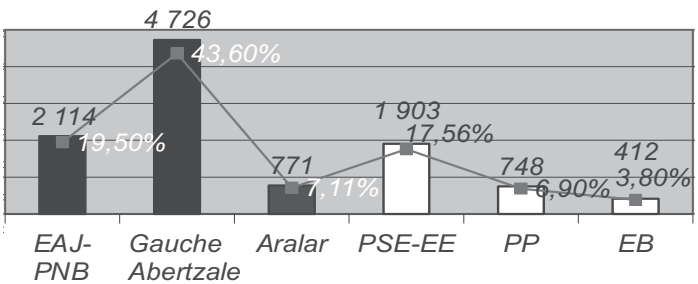
Elections municipales à Arrasate-Mondragon - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 10 938 voix : 61.10 % (dont 264 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 10 851 voix : 61.54 % (dont 290 voix, nuls ou blancs)

Elections municipales 2015 à Arrasate-Mondragon



TOTAL Partis Abertzale : 7 096 votes (66,21%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 3 465 votes (32,33%)

Elections municipales 2011 à Arrasate-Mondragon



TOTAL Partis Abertzale : 7 611 votes (70,21%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 3 063 votes (28,26%)

EAJ-PNB résiste bien en Araba

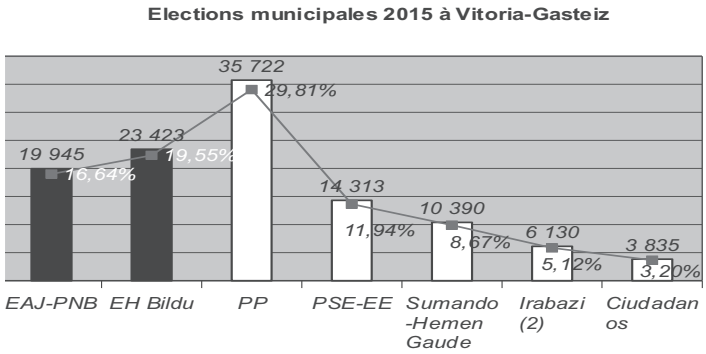
La capitale Gasteiz-Vitoria vote très différemment du reste du territoire, beaucoup plus abertzale. Le PP a emporté les élections municipales. Javier Maroto, le maire sortant du PP a capitalisé une campagne ouvertement xénophobe, à l'égard de communautés qui ne devraient pas bénéficier selon lui du RGI (Renta de Garantias de Ingresos). Une campagne de stigmatisation qui a malheureusement fonctionné. Néanmoins, il a réussi à fédérer contre lui, l'ensemble de l'opposition. Gorka Urtaran, le candidat jeltzale est devenu le leader de cette coalition. Malgré la polémique d'Andoain, un accord programmatique entre EAJ-PNB et les socialistes est probable.

	Voix	*%*	*Conseillers municipaux*
EAJ-PNB	34 601	21.38	178
EH Bildu	34 758	21.48	104
PSE	17 727	10.95	26
PP	39 856	24.63	46

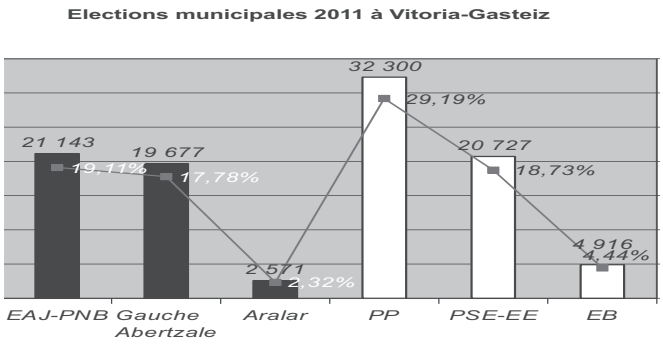
Le reste du territoire est un fief jeltzale. EAJ-PNB continuera à diriger 29 des 51 communes d'Araba, dont 17 à la majorité absolue. Néanmoins, ces dernières années, quelques communes importantes de la Rioja Alavesa, comme Oion étaient dirigées par le PP. Les socialistes maintiennent leur bastion de Iruña de Oka. EAJ-PNB progresse à nouveau à Oion et ravit la mairie au PP, grâce à un accord avec les autres formations politiques.

L'Araba est sans doute le principal motif de satisfaction, pour EH Bildu qui conforte ses positions et progresse à Gasteiz-Vitoria. La coalition de la Gauche Abertzale a su jouer sur son registre le plus fort : la victimisation. A quelques jours des élections, à Gasteiz, des jeunes ont été délogés par la Brigada Mobil (BM) de la Ertzaintza, suite à une chaîne humaine, pour défendre certains de leur camarade. Les images recherchées ont sans nul doute produit leur effet. Mise à part quelques contusions inévitables, la BM a une nouvelle fois agi de façon professionnelle. Il faudra un jour réaliser un bilan objectif entre les victimes de la Ertzaintza tuées par ETA et les personnes de la Gauche Abertzale, blessées par la Ertzaintza.

Elections municipales à Vitoria-Gasteiz - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 113 066 voix : 61.51% (dont 5 480 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 121 413 voix : 64.76% (dont 3 061 voix, nuls ou blancs)

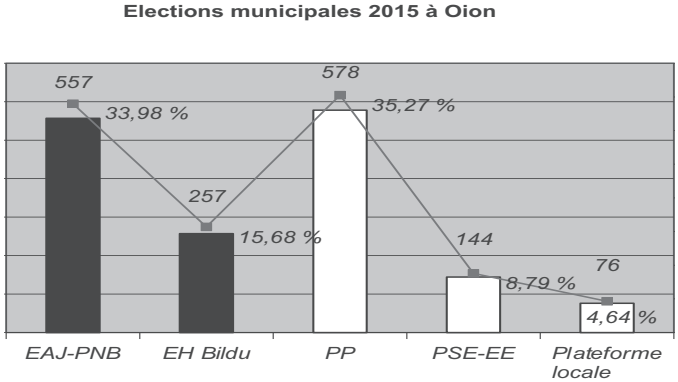


TOTAL Partis Abertzale : 43 368 votes (36,19%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 70 393 votes (58,74%)

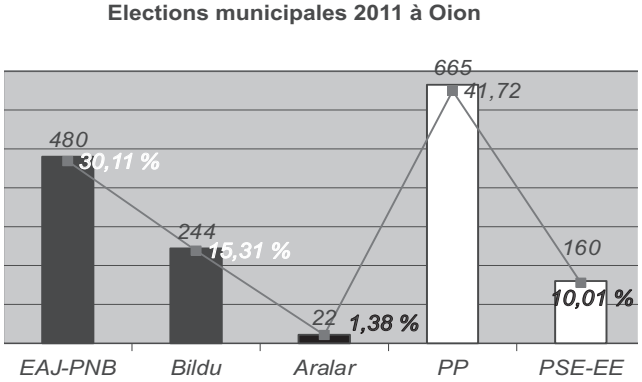


TOTAL Partis Abertzale : 43 391 votes (39,21%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 57 943 votes (52,36%)

Elections municipales à Oion - *Résultats des principales forces politiques*
Participation, en 2011 : 1 628 voix : 69,39% (dont 67 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 1 681 voix : 71.65 % (dont 69 voix, nuls ou blancs)



TOTAL Partis Abertzale : 814 votes (49,66%)
TOTAL Partis Espagnoliste : 798 votes (48,70%)



TOTAL Partis Abertzale : 746 votes (46,80%)
TOTAL Partis Espagnoliste : 825 votes (51,74%)

Les Abertzale et les néo-Républicains espagnols contrôlent les communes navarraises

En parallèle de la perte de contrôle des institutions navarraises, UPN a également perdu les principales villes navarraises : Iruñea-Pampelune, bien évidemment, mais également Tudela, Baranain, Lizarra-Estella, Tafalla ou encore Zizur Mayor.

	Voix	*%*	*Conseillers municipaux*
EH BILDU	54 461	16.41	297
UPN	80 725	24.32	281
PSN-PSOE	43 662	13.15	208
Geroa Bai	29 593	8.92	59

Une évolution profonde de la société navarraise

Depuis plus de 20 ans, l'évolution basquiste de la société navarraise montre que ce territoire pilier de la culture basque, renoue avec sa mémoire enfouie, durant les années de guerre civile, de régime franquiste et de traumatisme ETArra. Deux anecdotes : les Romains nommaient l'euskara : lingua navarrorum et les fameux « fandangos », dansés en Pays Basque nord, ne sont rien d'autres que des jotas navarraises, renommés ainsi pour faire plaisir aux estivants. Finissons-en au plus vite avec ces années de négation de l'identité basque : interdiction de l'ikurriña, le drapeau basque, dans les balcons des mairies, application minimale d'une loi linguistique séparant la Navarre, en 3 zones distinctes, ou encore des mesures d'exclusion des médias bascophones, tel Euskal Herria Irratia, la radio de Pampelune ou ETB1, la chaîne bascophone.

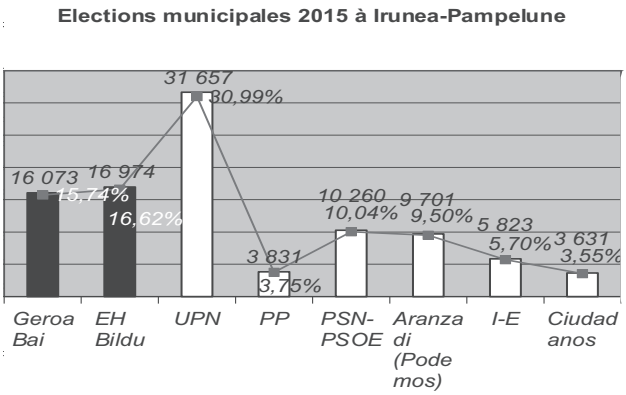
Travail d'implantation de Geroa Bai

Geroa Bai entame un travail d'implantation en Navarre. Son électorat lui est resté fidèle, alors que Podemos était a priori une menace directe. Elle présentait des candidatures dans certaines des principales villes navarraises. Elle obtient des résultats intéressants, y compris, à Irunea-Pampelune. Itziar Gomez, la tête de liste de Geroa Bai et révélation de cette campagne avait la lourde tâche de succéder à Uxue Barkos. Face à Podemos et EH Bildu, elle obtient néanmoins 16 073 voix et 15.74% des suffrages et talonne EH Bildu, à 900 voix. Le résultat le plus probant pour Geroa Bai se situe à Zizur Mayor, avec l'élection d'un jeune maire. Mention particulière pour EAJ-PNB, en Navarre qui apporte sa logistique et son personnel, au service de la coalition. Enfin un grand bravo à Jose Luis Etchegaray qui occupe à nouveau la fonction de maire de Lesaka.

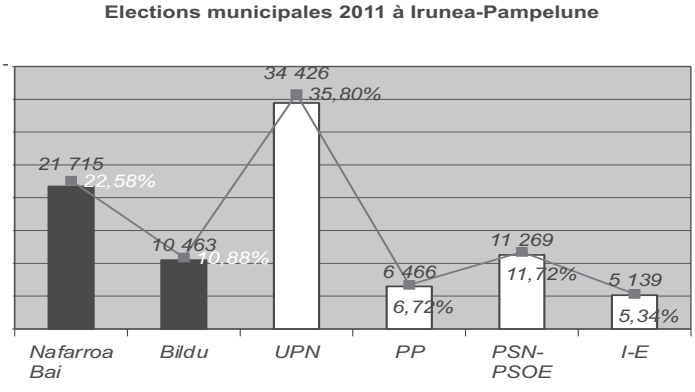
EH Bildu confirme sa présence en Navarre

EH Bildu, implanté depuis longtemps, en Navarre rafle la mise dans plusieurs villes majeures : Irunea-Pampelune, Tafalla, Estella ou encore, Barañain, la 2e ville de l'agglomération de Pampelune. Au Sud de la Navarre, des plateformes citoyennes mettent fin au règne d'UPN, en particulier, à Tutera-Tudela, 2e ville la plus peuplée de Navarre, située à l'extrême sud de ce territoire.

Elections municipales à Irunea-Pampelune - Résultats des principales forces politiques
Participation, en 2011 : 97 064 : 66.92 % (dont 2 890 nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 102 916 : 69.62 % (dont 2 449 voix, nuls ou blancs)

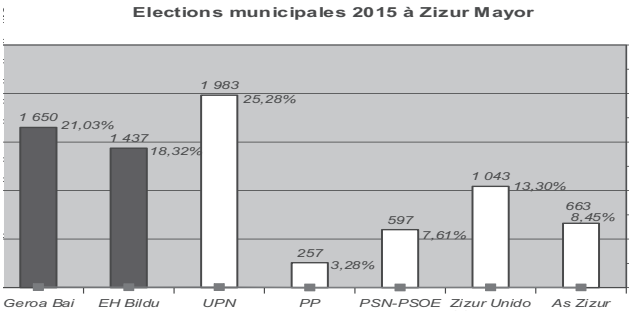


TOTAL Partis Abertzale : 33 047 votes (32,36%)
TOTAL Partis Espagnolistes 64 903 votes (65,53%)

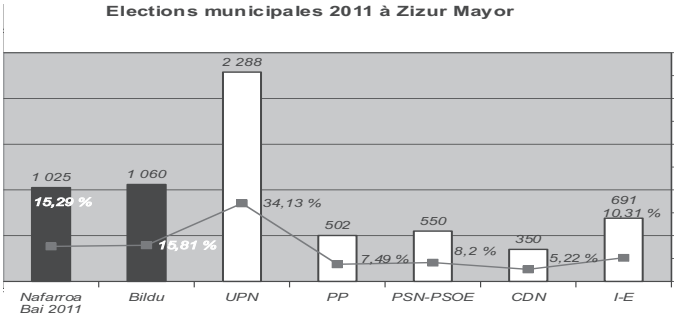


TOTAL Partis Abertzale : 32 178 votes (33,16%)
TOTAL Partis Espagnolistes 57 300 votes (59,58%)

Elections municipales à Zizur Mayor - Résultats des principales forces politiques
Participation, en 2011 : 6 777 voix : 68.94 % (dont 311 voix, nuls ou blancs)
Participation, en 2015 : 7 915 voix : 74.52 % (dont 285 voix, nuls ou blancs)



TOTAL Partis Abertzale : 3087 votes (39,35%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 4543 votes (57,92%)



TOTAL Partis Abertzale : 2085 votes (31,10%)
TOTAL Partis Espagnolistes : 4381 votes (65,35%)

Jordi Vera : « une large majorité indépendantiste »



Jordi Vera, notre partenaire et président de CDC (*Convergence Démocratique de Catalogne : le parti au pouvoir en Catalogne sud)*, en Catalogne nord, fait le point sur la situation politique, en Catalogne sud, à l'issue des élections municipales. Moment très particulier également, avec le lancement de la campagne pour le renouvellement du Parlement catalan, le 27 Septembre prochain et amorcer concrètement un processus d'indépendance de la Catalogne.

Quel bilan tire CDC des dernières élections municipales, dans les différents pays catalans ?

Les élections municipales sont tombées à un moment très particulier, à quelques mois du 27 septembre, date prévue pour l'élection plébiscitaire ! Et comme on pouvait s'y attendre, les pouvoirs économiques, médiatiques et bien entendu le pouvoir central, ont donné la parole de façon disproportionnée aux partis politiques anti-indépendantistes comme Ciutadans et Ada Colau à Barcelona, dans le but d'arrêter ou de faire dérailler le processus d'indépendance. Les résultats en sont donc mitigés, mais clarificateurs : Convergència a gagné les élections en obtenant la première place en voix et en municipalités, 434, davantage que tous les autres partis ensemble, ERC 250, PSC/PSOE 105, ICV/ Podemos 24, la CUP (gauche «abertzale) 14, puis PP 1 et Ciutadanos 0.

Bien sûr, la perte de Barcelona a effacé un peu notre succès, mais nous avons la certitude d'avoir fait un pas de plus vers la liberté.

Ada Colau, la nouvelle maire indépendantiste de Barcelone, leader de Podemos aura-t-elle les moyens de concrétiser son programme ?

Il faut souligner cependant que la victoire « à la Pyrrhus » de la liste d'Ada Colau, Guanyem avec Podemos et ICV n'a pu prendre effet que par le soutien actif du PSC et d'ERC : ce sont ces deux formations qui ont permis son investiture, reconstituant ainsi à Barcelona un triparti de gauche ! Colau ne disposait en effet que de 11 sièges sur 41. Ajoutons qu'en quelques semaines, elle a déjà renié plusieurs de ses grandes «promesses» : d'abord en nommant aux postes administratifs-clés et aux postes exécutifs des cadres socialistes, ceux-là mêmes qu'elle dénonçait naguère comme issus de la «caste» ; puis, les cadres de la police municipale qu'elle avait promis de destituer comme étant des suppôts du capital. Elle les a tous confirmés dans leurs postes. Enfin, pour ce qui est de la question cruciale de l'indépendance, elle a fait immédiatement marche arrière toute : elle a clairement fait savoir qu'elle n'est ni nationaliste ni indépendantiste, et qu'elle espère un changement de majorité à Madrid pour permettre aux Catalans de ... rester avec leurs «frères» espagnols !



Artur Mas, le président du Gouvernement catalan (Generalitat de Catalunya), leader du processus indépendantiste

Quelle analyse faîtes-vous de ces élections municipales, au regard du vote pro-indépendantiste ?

Les résultats globaux de ces élections ont donc mis en évidence une très large majorité pour l'indépendance : plus de 800 municipalités sur 900 ont un Maire indépendantiste. Quand il y a gouvernance par PSC et ICV, c'est grâce aux soutiens d'ERC ou de Convèrgencia. Il n'y a que dans une vingtaine de communes que le PSC obtient la majorité absolue. Il a perdu beaucoup de grandes villes qu'il gouvernait sans discontinuer, depuis la mort de Franco.

Le président Artur Mas garde le cap de sa feuille de route vers l'indépendance de la Catalogne.

Pouvez-vous nous résumer la situation politique actuelle, en cette veille de campagne électorale ?

En définitive, non seulement, le Président Mas garde le cap, mais qui plus est, le processus qu'il a enclenché s'accélère car nous ne sommes qu'à 3 mois du 27 septembre. Samedi 20 juin, il a lancé la campagne électorale depuis Molins de Rei (banlieue de Barcelona) avec le slogan « Benvinguts al futur » en soulignant qu'à élection exceptionnelle, comportements exceptionnels : il s'agira donc de la « liste avec le Président » au lieu de la liste traditionnelle CiU, c'est-à-dire une « liste de Pays » composée de membres de la société civile, de techniciens et de professionnels, de maires de toutes sensibilités politiques et sociales, avec des membres de CDC et du secteur indépendantiste d' Unió. CDC a d'ailleurs clarifié la situation interne de la fédération CDC/ Unió : la relation qui durait depuis 37 ans a été rompue car une petite majorité, 51% des adhérents d'Unió, viennent de se prononcer contre l'indépendance, l'autre moitié restant avec Convergència.

Le porte-parole de CDC a déclaré que CiU avait été une grande réussite pour gouverner la Catalogne autonome, mais qu'elle n'était plus l'outil adéquat pour les temps nouveaux. Il fallait en effet, avant la bataille définitive, mettre fin à toute ambiguïté. Nous sommes arrivés à un tournant historique de notre parcours national depuis la perte de l'indépendance, au début du XVIII è siècle. Ainsi, à la veille du 27 septembre, les positions de tous les acteurs sont très claires : côté indépendantiste, on a la liste transversale avec le Président, la liste de rassemblement républicain autour d'ERC et la liste de la gauche patriotique de la CUP, toutes les trois élargies et ouvertes. Chez les adversaires, celles de Ciutadanos, du PP, de PSC/PSOE défendant l'unionisme, puis Podemos et Unió prônant la voie dite « fédéraliste ».
Bienvenus dans l'avenir !

Ikuriña Besta

Le mardi 14 juillet 2015

A S[t]-Jean-de-Luz, Batzoki de Donibane,
(4, rue Agustin Chao)

19 : 00

« Histoire de l'ikuriña, du 14 juillet 1894 au 14 juillet 2015 », conférence débat, avec Jean-Marc Quijano, historien et juriste.

21 : 00

Pot de l'amitié et pintxo

2015eko Uztailaren, 14an, asteartean

Donibane Lohitzunen, Donibaneko Batzokin
(4 Agustin chaho karrika)

an. 7etan

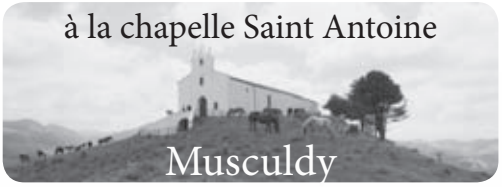
« 1894ko Uztailaren 14etik, 2015eko Uztailaren 14an, ikuriñaren historia », mintzaldi-eztaibaida, Jean-Marc Quijanorekin, historialaria, legelaria.

an. 9etan

Zintzur Bustitze eta pintxoak

Le dimanche 19 juillet 2015

à la chapelle Saint Antoine



10 : 00 Rassemblement au col d'Osquich
11 : 00 Messe
12 : 00 Bienvenue / Aurresku
12 : 30 Apéritif
A partir de 13 : 00
Buffet campagnard / Grillades
A partir de 16 : 00
Animations sportives et autres

Musique et chants
Moment de convivialité et de rencontre

---

participation 20,00 € / adulte
10,00 € / enfants de moins de 15 ans.

Repli assuré au village de Musculdy
en cas de mauvais temps



Pour notre organisation, nous vous demandons de réserver au 05 59 46 15 34 ou contact@eaj-pnb.eu, avant le 15 Juillet, en donnant votre nom, prénom et le nombre de réservations.



Eliane Neuville : « le système français nie l'identité de chaque élève »

Mme Eliane Neuville s'est rapprochée d'EAJ-PNB, à l'occasion des dernières élections départementales. En tant que retraitée de l'enseignement, ancien professeure et chef d'établissement, elle nous fait part de ses réflexions sur la réforme du collège unique, en cours. Cette réforme ne répond pas à l'essentiel des modifications à apporter : une bonne formation des professeurs ou encore, le renforcement de comité d'environnement social, pour prévenir les dérives des jeunes, dans une société éclatée.

Pourquoi avez-vous choisi l'enseignement ?

Cela fut un concours de circonstance. En 4ème, je réussissais bien déjà en histoire et géographie, certainement influencée par l'histoire de mon père, immigré Croate arrivé à Bordeaux en 1924 pour fuir une effroyable crise qui sévissait dans l'ex-empire austro-hongrois. En septembre 1939, il fut un des premiers engagés volontaires étrangers dans l'armée française, évacué du front alsacien en Juin 1940 lors de la débâcle, puis est entré dans la résistance début 1943. Sans jamais avoir été encarté, il affichait des idées de gauche. Il avait toujours une vision géopolitique des problèmes qu'il replaçait dans un contexte historique. Donc la filière histoire-géo s'est imposée à moi au moment de suivre des études universitaires. Quant à l'idée d'enseigner, elle est venue parce qu'à l'époque on manquait d'enseignants. Mais je ne me sentais aucune vocation.



Le collège ikastola Xalbador ikastegia, soumis au collège unique à la française

Quelle Education avez-vous reçue ?

J'ai toujours été libre d'exprimer mes opinions, même très jeune ce qui à l'époque était exceptionnel. Par contre, je devais réfléchir à mes propos, sous peine d'être sérieusement réprimandée.

Quel a été votre parcours professionnel ?

Pendant 18 ans, j'ai été enseignante et conseillère pédagogique. Puis sur les conseils de mon proviseur, je suis devenue chef d'établissement.

L'interdisciplinarité est une idée-clé mise en avant, dans la réforme du collège unique. Qu'en pensez-vous ?

C'est une très bonne démarche pédagogique. Mais je suis régulièrement très surprise de constater comment régulièrement les ministres semblent ignorer qu'en réalité l'interdisciplinarité a été introduite vers 1975 avec la mise en place du « 10% » qui permettait, de consacrer 10% du temps de cours à un travail fait en commun avec des collègues pour montrer toutes les passerelles existantes entre les disciplines. Il m'était difficile d'enseigner l'histoire et la géographie sans faire référence aux disciplines littéraires et scientifiques.

Ensuite, il y a eu les Projets d'Action Educative ce qui a assez bien fonctionné dans les années 80 mais cet effort n'a pas été poursuivi. Je dois cependant reconnaître que la grande majorité des enseignants n'a pas adhéré à cette démarche, certainement parce qu'ils ne voyaient de salut que dans les effectifs réduits des classes.

La réforme ne fait qu'entériner l'existant ?

Oui.

Pouvez-vous nous donner des exemples de travaux interdisciplinaires ?

Je n'ai enseigné qu'en lycée. Par le biais d'exposés faits par les élèves, je proposais des sujets qui les obligeaient à aller chercher des informations dans d'autres matières. Par exemple : le pruneau ; ce qui demandait des connaissances en histoire pour l'origine de ce fruit, en technique pour l'étude de tous les types de four pour le séchage de ce fruit, économie et commerce pour aborder les questions de commercialisation et de concurrence. Autre exemple : Liberté et Indépendance vues par les peintres et les musiciens en Europe de 1848 à 1914.

Avec un collègue de philosophie, nous avons organisé un débat sur le thème : y a t-il une démocratisation du débat politique grâce aux médias ? Nous avions des avis divergents qui poussaient à la réflexion, une question a été bien posée par les jeunes : l'image est-elle prédominante par rapport à la pensée ?

S'agissait-il d'une bonne méthode pédagogique ?

Cela obligeait les élèves à mener leurs propres réflexions et à les structurer. Nous étions présents pour les aider au CDI (Centre de Documentation et d'Information). Nous les préparions à

prendre la parole d'une part et d'autre part, à écouter l'autre et pas uniquement le professeur. Ceci malheureusement ne fait pas partie des objectifs de notre système d'éducation.

Vous étiez animée par la passion de votre métier ?

Non, car par nature, je ne suis pas une passionnée. Par contre, très vite j'ai été interpelée par les élèves en échec scolaire, alors que la plupart du temps, ils avaient de réelles capacités cognitives et intellectuelles en général. J'ai commencé à penser que le problème se situait dans le système éducatif. Ceci m'a poussé à observer ces jeunes pour essayer de comprendre et chercher des réponses à ce grave problème.

Et à l'occasion, des rencontres avec des collègues européens, j'ai constaté que les problèmes étaient assez proches quel que soit le système scolaire existant. Mais un facteur commun est vite sorti de nos discussions : l'évolution de la société et surtout de la cellule familiale. Les facteurs sociaux et psychologiques sont apparus.

Que pensez-vous du collège unique ?

Il s'agit au départ, d'un postulat utopique qui ne prend pas en compte la grande diversité des enfants. L'Enseignement unique ne peut répondre aux besoins ni des jeunes qui ont des dispositions naturelles pour l'abstraction et apprennent très vite, ni des jeunes qui ont besoin de passer par une approche concrète, pour ensuite aller vers l'abstrait. Et je ne parle pas des enseignants vite déçus par l'absence de résultats satisfaisants. Pour moi c'est un vrai gâchis que personne n'a le courage de dénoncer.

Pourtant le modèle français d'enseignement a joui d'une bonne réputation ?

Oui, tant que l'entrée en 6ème était assujetti à un examen très sélectif. Mais à partir du moment où le passage en 6ème était automatique à l'âge de 12 ans, ça a été l'échec car les méthodes pédagogiques n'ont pas évolué et n'étaient plus adaptées aux nouveaux élèves.



Le professeur Marcelly, un pédopsychiatre de renom

Selon vous, quelle serait l'autre réforme importante ?

En urgence, celle de la formation des enseignants en introduisant la psychopédagogie. Nous avons en France et en Europe d'excellents spécialistes. Ne pas hésiter à faire appel aussi à des pédopsychiatres tel que le professeur Marcelly. Introduire la Communication comme matière obligatoire.

En deuxième position : rendre obligatoire pour les chefs d'établissement la mise en place de véritables conseils sociaux environnementaux, leur fonctionnement faisant l'objet d'une sérieuse évaluation. Cela fait 20 ans que les textes prévoient leur mise en place ! Il est grand temps de savoir que depuis plus de 50 ans, nous n'avons plus un Ministère de l'Instruction mais un Ministère de l'Education et que ce n'est pas en faisant passer en force une réforme qui tire vers le bas que nous règlerons nos problèmes.

Troisième piste : apprendre à vivre ensemble nos différences. Pour moi les évènements dramatiques de Janvier sont le résultat de l'échec du système éducatif français. Il faudrait peut-être revoir la notion de laïcité et ne pas avoir peur d'introduire l'enseignement des religions à ne pas confondre avec l'enseignement religieux. Il serait je crois grand temps de montrer à nos jeunes que les 3 religions juive, chrétienne et musulmane ont les mêmes racines !

L'obscurantisme est mère de tous les maux !

Où est la marque territoriale Pays Basque ?

Ces derniers jours, deux nouveaux faits portent atteinte au projet de marque territoriale « Pays Basque », porté par les deux Conseils de Développement et des Elus. Le comité départemental du tourisme a décidé de vendre une destination touristique : « Biarritz-Pays Basque », pour attirer les touristes français. Le projet marketing de la nouvelle entité rugbystique qui se prépare ne tient pas compte de marqueurs basques fondamentaux. Les premières maquettes présentées au public, sont intégralement en français et les trois couleurs de notre territoire sont négligées. En l'état actuel, ces projets sont en contradiction avec la marque territoriale « Pays basque ».

EAJ-PNB demande aux Conseil de développement, propriétaire de cette marque territoriale et au Conseil des Elus de se prononcer sur ces deux projets.
EAJ-PNB réclame également une coordination entre les deux marques « Pays basque » : celle du Conseil de Développement et celle du Gouvernement Basque qui promeut le label « Basque Country ».
EAJ-PNB défend une coopération étroite entre les deux cluster touristiques des Pays basque nord et sud, pour attirer une clientèle internationale.
EAJ-PNB constate encore une fois le manque d'une véritable gouvernance politique, à l'échelle du Pays Basque, pour porter le projet fondamental de la marque « Pays Basque ».

Communiqué du 19 Juin 2015

Le revenu minimum d'insertion basque (RGI)*

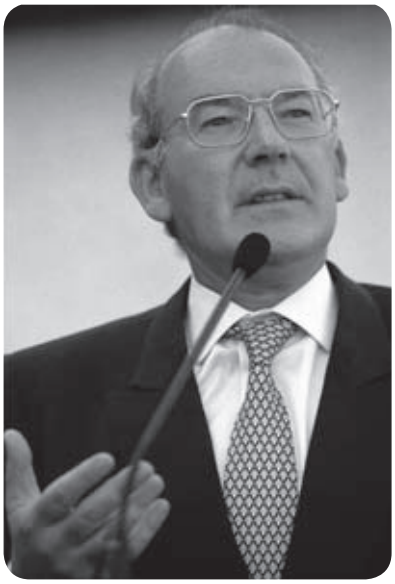
Il existe un relatif consensus parmi les formations politiques démocratiques, de gauche comme de droite, pour convenir qu'il ne peut y avoir de cohésion sociale (société évitant de graves tensions sociales) sans dispositifs de protection des plus pauvres. Mais le consensus s'arrête là : la nature de ces minimas sociaux, leur portée, leur accessibilité, leur complémentarité avec les revenus du travail ou d'autres aides sociales sont autant de lignes de partage entre les différentes approches idéologiques : de la notion de «revenu minimum universel» propre à la «gauche de la gauche» jusqu'aux critiques de «l'assistanat social» de la part de la droite libérale et conservatrice. En France, au coeur de ce dispositif, le RMI (revenu minimum d'insertion) a été progressivement modifié et décentralisé, avant d'être profondément remodelé en 2009 avec son remplacement par le RSA (revenu de solidarité active).

Les Français pensent souvent que les minimas sociaux sont nés dans leur pays. Mais s'il est vrai que c'est sous le gouvernement Rocard, en 1988, que le RMI a vu le jour, bien d'autres expériences – souvent locales – l'ont précédées, ou ont été contemporaines. Dans l'Etat espagnol, la question est particulièrement intéressante, dans la mesure où les dispositifs de minimas sociaux sont apparus dans les Communautés autonomes, bien avant d'être relayées par le gouvernement central. Et comme il fallait s'y attendre, c'est au Pays Basque qu'est apparue la première politique de revenu minimum garanti.

Cohésion sociale, et construction nationale

EAJ-PNB a toujours considéré qu'il ne pouvait y avoir de construction nationale sans cohésion sociale. Cette cohésion sociale a cimenté depuis 30 ans le système de protection et d'insertion basque, dénommé communément « Estado de bienestar «, plus proche dans sa philosophie du « Welfare State « des démocrates américains que de l'Etat-Providence français. Un des piliers de ce système basque de protection sociale repose aujourd'hui sur les systèmes de garantie de revenu, dont la finalité est d'introduire un ultime filet de protection économique pour les populations les plus démunies et notamment en période de crise et de chômage.

Ce système de garantie de revenu, d'un point de vue universaliste, prétend combler les limites intrinséques du marché du travail et du système général des salaires, des pensions et des allocations spécifiques à certaines catégories de la population (handicap, maladie, vieillesse...). Le fondement légal des aides au revenu se trouve, pour le Pays Basque, dans le Statut de Gernika et il trouve sa source financière dans le « Concierto económico «. La régulation des différents dispositifs est de la compétence du Parlement et du Gouvernement basques.



Le lehendakari Jose Antonio Ardanza, le promoteur des cluster, mais aussi de la RGI

La genèse du «RMI» basque

C'est à la fin des années 80, en pleine période de crise économique et de restructuration du tissu industriel, que le Lehendakari José Antonio Ardanza (EAJ-PNB) décide de mettre en chantier un vaste Plan de lutte contre la pauvreté dans la Communauté autonome d'Euskadi, faisant suite à la première enquête sur la pauvreté et les inégalités sociales. Ce Plan intégral s'est caractérisé en particulier par une étroite concertation entre les administrations forales, municipales et autonomiques. Son point fort sera, dès le début, le premier système de garantie de ressources de tout l'Etat espagnol.

Contrairement à ce qui est parfois avancé, le dispositif mis en place en Euskadi n'est pas la simple copie du RMI français alors en cours d'élaboration. Pour au moins deux raisons : le système basque a privilégié dès le départ la dimension « insertion par le travail » dans la garantie de ressources, contrairement à l'insertion sociale à la française. Et d'une façon plus générale, le Gouvernement basque s'est inspiré d'autres expériences, déjà existantes dans les pays nordiques et du débat en cours en Grande Bretagne, autour du droit universel au logement (Housing benefits), l'aide différentielle aux familles à bas revenus (Family credit) ou l'existence de fonds sociaux spécifiques. Le PNB a également puisé dans son arsenal idéologique habituel autour de la « doctrine sociale de l'Eglise ».

Politiques actives de l'emploi en 2012

La « renta basica » des premières années a subi de constantes évolutions, afin de tenir compte encore plus du volet insertion et d'ouvrir son accessibilité à de nouvelles catégories de la population (ex. Immigrés, y compris les « sans-papiers »). Le pari le plus risqué et le plus ambitieux est certainement la mise en route de Lanbide, le service basque d'orientation et d'insertion, rendu possible par le transfert des politiques actives de l'emploi à Euskadi (parmi le « paquet » de transferts de compétence négocié en 2012 directement entre Iñigo Urkullu, alors président du PNB, et José Luis Rodriguez Zapatero, alors premier ministre socialiste).

L'anticipation du «RSA» français

Le Gouvernement basque n'a pas attendu la réforme du « RSA » français, en 2009, pour réorienter profondément son dispositif de garantie de revenu. La réforme a été menée dans la Communauté autonome basque, dès le début des années 2000, avec le développement du système de stimulation de l'emploi, prévu dans la Loi contre l'Exclusion. La dernière évolution, datant de 2011, soit avant la parenthèse socialiste du gouvernement Lopez, a ouvert pour sa part le dispositif, dans certains cas, à une obligation de recherche de travail comme contrepartie à l'allocation du revenu d'insertion.

40 % des aides « espagnoles »

Les enquêtes nationales et européennes sont significatives : le système de garantie de revenu et d'insertion basque, comme celui mis en place depuis lors par la Navarre, est à la fois le plus généreux et le plus efficace. Il est vrai que d'une façon globale, la plupart des dispositifs initiés dans les autres régions autonomes sont assez hétéroclites et souvent très limités en termes d'accès ou tout simplement, de ressources budgétaires (certaines régions arrêtent de verser les allocations en cours d'année, faute de rallonge budgétaire...).

Quelques chiffres sont éloquents : en 2013, le dispositif basque concentrait 40 % du montant total alloué aux systèmes de garantie de revenu de toutes les autonomies espagnoles pour une population des trois provinces basques, représentant à peine 5 % de la population totale de l'Espagne. Il en va de même pour la couverture de la population locale : Euskadi « touche » avec son dispositif 6,2 % de sa population, et la Navarre, 5 % de la sienne. On tombe à 1,8 % pour l'Andalousie (fief socialiste et durement frappé par le chômage), et encore moins pour la Catalogne, la moyenne espagnole étant de 1,35 % de la population, bénéficiaire des systèmes de garantie de ressources (637.573 personnes, 258.408 familles pour toute l'Espagne)

Cette stupéfiante disparité se retrouve aussi en valeur absolue : en 2013, le nombre d'allocataires était de 74 500 dans la CAV pour 25 000 seulement en Catalogne et 19 800 dans la CA. de Madrid. La Navarre ne « touchait » pour sa part que 9 500 bénéficiaires. Et malheureusement, ce taux de couverture de la population ne correspond ni au taux de chômage ni au taux de pauvreté. Les régions les plus sévérement impactées par la crise et le chômage ne disposent pas d'un « Estado de bienestar » aussi développé qu'en Euskadi. Ce constat est d'ailleurs corroboré par les « coupes budgétaires » dans les budgets sociaux et dans les services publics de la plupart des grandes régions autonomes d'Espagne, le Pays Basque faisant figure d'exception, même si les contraintes de l'endettement pèsent ici comme ailleurs. Le budget alloué au système de garantie de ressources et d'insertion basque a été porté à plus de 430 millions d'euros.



Lanbide enplegu agentzia batean
Une agence de l'emploi du réseau Lanbide

Des garanties de ressources

S'agissant de la rente minimum servie mensuellement, elle est en moyenne de 270 euros par famille en Espagne. Mais ici encore, les disparités sont importantes. La « rente de garantie de ressource » (RGI) pour un allocataire en Euskadi est de 662 euros minimum, sans compter les majorations et bonifications, notamment pour enfant ou personne à charge (le maximum pour une famille étant de 941 euros mensuels). La rente de garantie va de 88 % à 200 % du salaire minimum interprofessionnel, selon les circonstances (aides complémentaires au logement, importance du foyer,...).

Aucun système n'est parfait et la crise économique de 2008 a pu remettre en cause certaines orientations du RGI dans la Communauté autonome basque. Mais le dispositif reste un rempart efficace contre les effets de la crise. Ainsi, malgré la reprise de l'économie et le recul du chômage en Euskadi, 66 400 allocataires du RGI étaient encore recensés au mois de mai 2015.

Un exemple européen

Globalement, les études européennes et nationales s'accordent pour confirmer que les politiques de garantie de ressources ont rencontré un succès réel en Euskadi, plus particulièrement dans la lutte contre les processus de paupérisation et de décrochage social. Le RGI est également considéré comme l'une des protections contre l'aggravation des inégalités sociales. Le système basque est aussi, d'un point de vue macro-éocnomique, un soutien important de la consommation intérieure.

La Commission européenne, dans un rapport récent sur les systèmes de protection sociale en Espagne met à l'honneur « Le Pays Basque (Euskadi) ; une bonne pratique «. Ce choix délibéré de la part notamment du PNB, de maintenir un haut degré de protection sociale et de service public ne va pas de soi. Il est parfois critiqué par une partie du patronat qui pointe du doigt, l'effort budgétaire colossal que cela représente et le risque de détourner de la recherche d'emploi une partie des allocataires ... Mais le PNB, comme l'immense majorité de la population, est profondément ataché à son modèle d'Estado de Bienestar.

Manu

Sources principales *: «La política de garantía de ingresos en Euskadi» de L. S. González ; articles «El País» ; «Las rentas mínimas de inserción autonómicas» de A. Selva Penalva ; «Informe sobre los sistemas de rentas básicas en España» de G. Malgesini Rey (Commission européenne, déc. 2014).*

RGI : Renta de Garantias de Ingresos - Revenus de Garantie de Ressource

Histoire du nationalisme basque

L'affaire Finaly et le nationalisme basque (I)

La publication du livre « L'affaire Finaly au Pays Basque » nous donne l'occasion de revenir sur cette histoire qui, au premier semestre de 1953 a « défrayé la chronique » et déchaîné les passions en France mais aussi dans de nombreux pays, où elle a eu une énorme répercussion. Mais elle n'eut –à cause de la dictature franquiste-aucun écho dans la Péninsule Ibérique où elle est encore aujourd'hui largement méconnue. C'est un petit groupe de nationalistes basques, tous particulièrement courageux, qui réussit à s'opposer à la volonté de Franco et qui restitua à leur famille les enfants Finaly.

Une histoire dramatique

Le docteur Finaly et son épouse, juifs autrichiens, se réfugièrent pour fuir les représailles anti-juives hitlériennes, en France, près de Grenoble. C'est là que naquirent deux fils, Robert en 1941 et Gérald en 1942. Dès leur naissance, tous deux sont circoncis. Leurs parents sont arrêtés par la Gestapo en février 1944 et déportés à Auschwitz , d'où ils ne revinrent pas. Avant leur détention, les parents avaient confié les enfants à une personne amie. Celle-ci les plaça dans une institution catholique qui les remit à Mlle Brun, âgée d'une cinquantaine d'années et directrice de la crèche municipale de Grenoble. Mlle Brun, fervente catholique, les sauva de la Gestapo en 1944 mais son comportement, après la fin de la seconde guerre mondiale, fut loin d'être exemplaire.

En effet, dès le début de l'année 1945, les sœurs du docteur Finaly voulurent récupérer les deux garçons. L'une vivait en Nouvelle-Zélande et l'autre en Israël. Mlle Brun qui plaça les enfants dans différentes institutions catholiques –souvent sous de faux noms et ne les voyait que deux ou trois fois par an- se refusa à les rendre à leur famille. De plus, elle les fit baptiser en 1948. Un baptême « gravement illicite » car Mlle Brun n'était que tutrice provisoire et non définitive et que les enfants –trois ans après la fin de la seconde guerre mondiale- n'étaient plus en danger de



Gerald et Robert Finaly

mort. Mais cependant, un baptême « valide » aux yeux de la majorité des théologiens catholiques qui considéraient à l'époque ce sacrement comme « irréversible ».

A partir de 1948, la famille choisit comme mandataire, un ingénieur chimiste juif grenoblois, Moïse Keller, qui fit de cette affaire, le grand combat de sa vie. Ce dernier, devant les refus répétés de Mlle Brun, n'eut d'autre recours, que de saisir la justice. En juin 1952, le Tribunal de Grenoble obligea Mlle Brun à rendre les enfants à leur famille et nomma leur tante, Mme Rosner, qui vivait en Israël, tutrice. Mais ceux-ci disparurent ! Une institution catholique, Notre Dame de Sion-par l'intermédiaire de sa Supérieure de Grenoble, Mère Antonine- prit le relais de Mlle Brun et cacha les enfants dans divers collèges, où ceux-ci reçurent une éducation catholique et où on leur prédit que s'ils partaient en Israël chez leur tante, ils « iraient casser des cailloux » pour construire des routes. Dans ces conditions, les enfants ne peuvent que répondre qu'ils préfèrent rester avec « Maman Brun ».

Un bref passage à Bayonne

Les deux frères arrivèrent fin janvier 1953 à Bayonne où ils sont inscrits sous de faux noms au collège Saint-Louis-de-Gonzague, le même collège que fréquentèrent les frères Sabino et Luis Arana Goiri, quelques 80 ans auparavant. Mais leur présence fut découverte et la justice prévenue. Les professeurs du collège, fermement tancés par Mère Antonine qui se déplaça sur la Côte Basque, décidèrent leur sortie clandestine du collège au matin du 3 février. Les enfants sont cachés par l'abbé Bernard Pagola, curé de Saint-Léon-Marracq. Le 13 février, on leur fait passer la frontière entre Biriatou et Bera, après une marche de six heures, dans la neige. Suite à l'interrogatoire de Pantxo Etcheçaharreta, quatre prêtres Emilio Laxague, professeur au grand séminaire, Jean Ariztia, aumônier de l'Action Catholique Ouvrière, Frantxua Ibarburu, curé de Biriatou, Dominique Irigoin, vicaire à Saint-Jean-de-Luz et un laïc, le bayonnais Jean Fagalde, sont inculpés d'enlèvement de mineurs et de séquestration et incarcérés à la villa.

Jean-Claude Larronde

Jean-Claude Larronde vient de publier « L'affaire Finaly au Pays Basque » (Elkar, 277p. 25 Euros).

Les deux dernières directions locales

Nous vous avions présenté les dirigeants des premières directions locales renouvelées. Tous les 2 ans, EAJ-PNB renouvelle en effet ses exécutifs locaux. Voici les directions locales des deux Herri Biltzar du BAB, renommé Ipar Lapurdi et du Labourd intérieur

Direction locale du Labourd nord/ Ipar Lapurdiko Buru Biltzarra

Alain Massonde : président / presidentea
Laurent Marlin Miguelgorry : secrétaire / idazkaria
Mailen Camblong Ithurbide : trésorière / diru-zaina



Alain Massonde



Laurent Marlin Miguelgorry



Peio Etxeleku



Dominique Larramendy

Direction locale du Labourd intérieur / Lapurdi Barnekaldeko Buru Biltzarra

Peio Etxeleku : président / presidentea
Dominique Larramendy : secrétaire / idazkaria
Dani Camblong : trésorier / diru-zaina

Le Bataillon « Gernika », dans la résistance anti-nazie

Francisco Péres Luzarreta (Jaurrietakoa, Navarre), le dernier survivant des gudari, ainsi qu'une centaine de proches et d'amis, mais aussi, des élus d'Aquitaine et d'Euskadi ont rendu hommage au Bataillon Gernika, dans le cadre des actes de commémoration de la libération de la Pointe de Grave, en Gironde.



5 gudari ou combattants basques, morts « pour la France »

©Sabino Arana Fundazioa - Fondation Sabino Arana

Le 18 Avril dernier, à Vendays-Montalivet (Aquitaine), une cérémonie a eu lieu en mémoire des Gudari du Bataillon « Gernika », dans le site nommé Côte 40. Les Gudari (combattants basques anti-franquistes) avaient pris part à la libération de la Pointe du Grave, en Gironde, avec les Catalans et Espagnols du « Libertad », des Somaliens, des Maghrébins, ainsi que la division française « Carnot ».

5 Gudari étaient morts

Entre les 14 et 20 Avril 1945, 5 gudari avaient été tués dans les combats contre l'armée allemande. Ils prirent fin par la reddition des nazis et la libération du Medoc. Les cinq Gudari morts « pour la France » se dénommaient : Juan José Jausoro Sasia, Félix Iglesias Mina, Antton Lizarralde Garamendi, Antón Mugica Arrizabalaga eta Prudencio Orbiz Uranga.

En présence d'autres dirigeants, Iñigo Urkulu, Président du Gouvernement Basque et Alain Rousset, Président du Conseil Régional d'Aquitaine ont pris part à la cérémonie d'hommage du mémorial Côte 40. Une plaque en l'honneur des gudaris a été inaugurée. Voici le texte écrit en l'honneur des Gudaris *" Euzkadiko Jaurlaritzak erbestean zela eratutako Gernika Bataloia unitate militarreko gudari boluntarioak gogoan ditugula, Pointe de Graveko guduaren 70. Urteurrenean "* ou *" En mémoire du Bataillon Gernika, unité militaire de volontaires, composée par le Gouvernement Basque, en exil, à l'occasion du 70e anniversaire de la bataille de la Pointe du Grave "*.


©Sabino Arana Fundazioa - Fondation Sabino Arana
« Goazen gudari danok ikurriñaren atzean »
« Allons tous combattants derrière le drapeau basque »
Extrait de « Eusko gudariak » : l'hymne des combattants basques

Initiative de la reconstitution

A l'occasion de cet hommage, les membres de l'Association Sancho de Beurko ont assuré une reconstitution historique, munis des uniformes et des armements de l'époque. Cette journée du samedi 18 avril s'est achevée par une visite des Bunkers libérés par les Gudari Basques. Le Dimanche 19 Avril, La Fondation Sabino Arana a organisé un voyage à Rétaud (Charente Maritime). Une messe a été célébrée sur place, à l'église San Trojan. Une gerbe a été déposée sur les tombes des cinq Gudari morts pour la liberté du continent européen.


©Sabino Arana Fundazioa - Fondation Sabino Arana
A gauche, assis : «Paco» Luzarreta, le dernier survivant des gudari. Au centre : le lehendakari Iñigo Urkullu, à ses côtés, le maire de Vendays-Montalivet et Alain Rousset, président de la région Aquitaine


©Sabino Arana Fundazioa - Fondation Sabino Arana
Cérémonie d'hommage en l'honneur des combattants basques et français, au cérémonial de la Côte 40


©Sabino Arana Fundazioa - Fondation Sabino Arana
Des membres de l'Association Sancho de Beurko, avec le lehendakari Iñigo Urkullu


Recueillement devant le monument commémorant la liberation de la Pointe de Graves, en présence des familles des gudari

©Sabino Arana Fundazioa - Fondation Sabino Arana

EAJ/PNB ren berriak jarrai ezazue /
Suivez l'actualité d'EAJ/PNB sur : **www.eaj-pnb.eus**

100 % PAPIER RECYCLÉ

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT
25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eus
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Baiona-Angelu-Miarritze / Bayonne-Anglet-Biarritz : **Alain Massonde** 06 10 27 50 58
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Michel Iribarne**. Hendaia / Hendaye : **David Navarro**.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Koldo Etxebarria**.

LEMA
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria /
Mensuel d'opinion basque
25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directrice de la Publication / Agerkariaren zuzendaria :
Txaro Goikolea

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238

IMPRIM'VERT®
Arizmendi inprimategia
D. Garazi - RCS B 410 647 986